

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté préfectoral
de mise en demeure du 2 mai 2022
Société DRAKA FILECA
Commune de Sainte-Geneviève**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 février 2017 autorisant la société DRAKA FILECA à exploiter des installations de fabrication de câbles sur le territoire de la commune de Sainte-Geneviève ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 mettant en demeure la société DRAKA FILECA de respecter les dispositions du 2^e alinéa de l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral du 24 février 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le plan de gestion de solvant réalisé au titre de l'année 2023 par la société DRAKA FILECA ;

Vu le rapport et les propositions du 10 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 2 avril 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un dispositif d'aspiration au niveau du process émaillage ;
2. le plan de gestion des solvants réalisé au titre de l'année 2023 présente une quantité de solvants utilisé de 6,5 tonnes ;
3. le flux annuel des émissions diffuses de composés organiques volatils s'élève à 17,36 % de la quantité de solvants utilisée ;

4. ce flux est inférieur à la limite de 20 % de la quantité de solvants utilisée ;
5. le 2^e alinéa de l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral du 24 février 2017 est donc respecté ;
6. les dispositions sur lesquelles repose l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 mai 2022 ne sont plus applicables ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 mai 2022 pris à l'encontre de la société DRAKA FILECA, pour ses installations de fabrication de câbles sises au n°1 route nationale à Sainte-Geneviève, est abrogé.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site : www.telerecours.fr.

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Sainte-Geneviève pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Sainte-Geneviève fait connaître, par procès verbal adressé à la Préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Sainte-Geneviève, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **21 MAI 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société DRAKA FILECA
Monsieur le Maire de Sainte-Geneviève
Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Madame l'Inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'Unité Départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts de France.

